



COMMUNIQUE DE PRESSE

CE NE SONT PAS 600 MAIS PLUS DE 800 EMPLOIS SUPPRIMÉS

A ce jour, ce n'est pas 1 mais 3 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) que le Groupe Printemps a présenté aux instances représentatives du personnel le vendredi 20 novembre 2020 :

- 1 plan sur Le Printemps avec :

- La fermeture de 4 magasins (500 emplois supprimés)
- La fermeture de Printemps Voyage (29 emplois supprimés).
- Une réorganisation du travail sur l'ensemble des magasins en particulier sur le printemps Haussmann et au niveau du Siège de l'entreprise (200 emplois supprimés)

- 1 plan sur Citadium avec fermeture de 3 magasins (Champs Elysée, Nation, Toulon), une réorganisation sur l'ensemble de l'entreprise (Magasins et Siège) qui entraînent la suppression de près 100 emplois.

- 1 plan sur Made in Design (entreprise de e-commerce spécialisée dans l'ameublement) avec fermeture de l'entrepôt de Grenoble, une nouvelle organisation du Siège (50 emplois supprimés).

Au-delà des salariés du Groupe, ces projets vont entraîner des suppressions de postes de prestataires extérieurs : démonstrateurs, nettoyage, gardiennage, services techniques....

Pour la CGT, la stratégie de la direction et le « saucissonnage » des plans sociaux, visent à masquer les impacts réels économiques et sociaux et les enjeux d'une restructuration colossale au préjudice des salariés.

En réalité ces 3 PSE ne sont qu'une opération de licenciements massifs du Groupe PRINTEMPS Holding France (PHF), propriété de la famille royale du QATAR.

Ce ne sont pas les gilets jaunes, les mouvements sociaux ni le coronavirus qui ont mis en péril le Groupe Printemps, c'est la stratégie du luxe, axée sur la clientèle internationale, décidée par tous les dirigeants du Groupe depuis de nombreuses années.

La CGT n'a eu de cesse de dénoncer ce modèle économique qui n'a jamais répondu aux attentes des clients.

La CGT depuis longtemps a décidé de rentrer dans le combat de la défense de l'emploi. Nous allons analyser point par point ce projet de restructuration du Groupe et démontrer qu'une autre stratégie est possible pour préserver l'emploi et l'ensemble de l'activité au sein du Groupe.

Les Salariés sont la richesse de ce grand groupe historique français du commerce.

Ils ne doivent en aucun cas devenir une variable d'ajustement dans la recherche des profits.

Paris, le 21 novembre 2020

Jean-Jacques LIEBERT Délégué Syndical central : 06 70 75 16 33